CRISE DU LOGEMENT EN ZONE DE RESIDENCE UNIVERSITAIRE DE YAOUNDE I (BONAMOUSSADI) ET CONDITIONS DE VIE.

Irène Nadine Njiki.
Université de Yaoundé I / Faculté des Sciences de l'Education /
Centre de Recherche et de Formation Doctorale en" Sciences Humaines, Sociales et Educatives".
irenenadinenjiki@gmail.com/njikiirenenadine@gmail.com.

Résumé

Cette étude est intitulée « Crise du logement en zone de résidence universitaire de Yaoundé I (Bonamoussadi) et conditions de vie. ». Il s'agit pour nous dans cette étude, de montrer que, maints facteurs expliquent la crise du logement en zone de résidence universitaire (ZRU) et leurs effets sont défavorables à la santé. En effet, le déficit d'offre de logement en ZRU est devenu un facteur de risque pour la sécurité des résidents, du fait de la promiscuité grandissante. La problématique développée nous conduit à la question de recherche suivante : la crise du logement en zone de résidence universitaire a-t-elle une incidence sur les conditions de vie ?

Notre technique de collectes de données quantitatives, se fait suivant une approche compréhensive et explicative. A la suite de l'analyse des données de terrain, toutes nos hypothèses ont été confirmées. Sur la proportion des enquêtés 98 au total, 60.76% ne ressentent pas du confort dans leur cadre de vie contre 39.24%. 88.89% affirment que la sécurité n'est pas garantie en ZRU et 11 .11% le contraire. 85.71% trouvent que leur cadre de vie constitue un risque pour leur santé et 14.29 % affirment le contraire.

Mots clés : *conditions de vie, crise, crise du logement, logement, milieu estudiantin. Living conditions, crisis, housing crisis, housing, student environment.*

Abstract

This study is entitled "Housing crisis in the Yaoundé I (Bonamoussadi) university residence zone and living conditions". The aim of this study is to show that many factors explain the housing crisis in the university residence zone (ZRU) and their effects are unfavourable to health. Indeed, the lack of housing in ZRU has become a risk factor for the safety of residents, due to the increasing promiscuity. The problematic developed leads us to the following central research question: does the housing crisis in university residence areas have an impact on living conditions?

Our quantitative data collection technique follows a comprehensive and explanatory approach. Following the analysis of the field data, all our hypotheses were approved. Of the total of 98 respondents, 60.76% did not feel comfortable in their living environment, compared to 39.24%. 88.89% said that safety is

not guaranteed in the ZRU and 11.11% the opposite. 85.71% find their living environment a health risk and 14.29% say the opposite.

Key words: *living conditions, crisis, housing crisis, housing, student environment. Conditions de vie, crise, crise du logement, logement, milieu estudiantin*

Introduction

L'Afrique et notamment l'Afrique sub-saharienne se caractérise par une croissance exponentielle de sa population, l'endettement de la majeure partie des États et une situation socio-économique déplorable. On estimait en 2012 à 812 millions, le nombre de personnes vivant dans les bidonvilles dans les pays en développement. Les couches vulnérables dont fait partie la population estudiantine, en sont les plus concernées. L'accès à un logement décent est devenu de plus en plus difficile dans les grandes villes et même dans les villes secondaires de plus de 5000 âmes.

La cause majeure de la crise du logement dans les grandes villes africaines est la forte croissance démographique. Au Cameroun les problèmes liés à l'urbanisation sont notoires et, s'observent à travers la dégradation environnementale et la saturation des grandes villes. Douala et Yaoundé les deux principales métropoles camerounaises, regroupent à elles seules 39% de la population urbaine du Cameroun (CAGF, 2014). On estime que d'ici 2020, la population urbaine avoisinera 60% (INS, 2005).

L'offre publique en matière de logement assurée par l'Etat à travers le CFC (Crédit Foncier du Cameroun), la MAETUR (Mission d'Aménagement et d'Equipement des Terrains Urbains et Ruraux) et là SIC (Société d'Investissement du Cameroun) demeure insuffisante. Des politiques sont mises en place à travers la construction des logements sociaux, à l'instar de ceux d'Olembé dans la périphérie urbaine de Yaoundé et de Ngodi Bakoko à Douala. Des partenariats sont signés avec l'extérieur pour étendre l'action gouvernementale. A travers le programme de développement de l'habitat (PDH), l'État a confié la construction de 1675 logements dans les villes de Garoua, Bafoussam, Kribi, etc., aux PME (Petites et Moyennes Entreprises) nationales en 2016. Dans la même perspective, le Cameroun a mis en place un programme de construction de 10.000 logements sociaux à l'horizon 2020 prévu, par le DSCE (Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi).

En ce qui concerne le logement estudiantin, avec la crise économique qu'a traversé le pays durant de nombreuses années (1985-1995 ; 1995-2005), les ressources de l'État ne sont pas toujours suffisantes, pour qu'il soit alloué un

budget considérable pour la construction des résidences universitaires. De ce fait, les bâtiments existants n'arrivent plus à satisfaire la demande sans cesse importante. Ceci est dû au fait, de l'effectif de plus en plus croissant des étudiants qui frappent aux portes des universités chaque année. Aujourd'hui, la majorité des universités publiques du pays n'ont pas de cités universitaires. Dans la zone de résidence universitaire de l'université de Yaoundé I où nous menons notre recherche, le déficit d'offre de logement fourni par l'Etat est criard.

Selon les sources de la direction du logement de l'université de Yaoundé I, plus de la moitié des demandes de logement qui ont été faites à la direction du logement de l'université ces dernières années n'ont été satisfaites. En raison, de l'insuffisance des infrastructures. En ce lieu, on nous a aussi fait remarquer que, le bâtiment E de ladite cité est inhabité depuis plusieurs années car, nécessitant des travaux de rénovation.

L'offre privée de logement estudiantin peine également à être assurée. Il y a une faible offre et une forte demande de logement. Face à la crise, les propriétaires privés de logement ne respectent pas les prix homologués des logements mis en place par la tutelle académique. C'est pourquoi, on verra qu'à Bonamoussadi, les étudiants sont moins bien lotis que les autres fonctionnaires et débrouillards qui y vivent. Ces derniers déjà en activité, peuvent facilement satisfaire au besoin de logement et accéder aux chambres ou studios de haut standing.

Notre étude est menée dans le domaine des Sciences de l'Éducation, spécifiquement en éducation spécialisée en la spécialité Intervention et Action Communautaire et dans le champ de l'intervention en éducation et développement humain. Elle mettra en évidence, l'incidence de la crise du logement sur les conditions de vie en milieu estudiantin à l'université de Yaoundé I. Elle reste une modeste contribution sur la question du logement estudiantin grâce aux suggestions auxquelles elle aboutira. Pour se faire, nous analyserons le problème selon lequel les conditions d'acquisition d'un logement sont difficiles en ZRU. La qualité de vie tend à se dégrader au regard de l'insalubrité grandissante. Deux facteurs majeurs renforcent la crise de logement dans la ZRU dite Bonamoussadi, notamment la forte croissance démographique de Yaoundé et la présence des couches non estudiantines dans les cités universitaires.

1. Crise du logement en zone de résidence universitaire (ZRU) : qu'elles en sont les causes majeures ?

1.1. Forte croissance urbaine de Yaoundé et difficultés d'offre de logement dans les zones de résidence universitaire : cas de Bonamoussadi.

L'urbanisation est l'une des grandes tendances critiques qui caractérise le continent africain de nos jours, avec des implications profondes en matière de croissance inclusive et de transformation. Si aujourd'hui 40% des habitants de l'Afrique vivent dans des zones urbaines, ce taux est appelé à atteindre 50% d'ici 2035. Le taux d'urbanisation du Cameroun est passé de 37.8 % en 1987 à 47.2 % en 1997 pour atteindre 52% en 2010 (MINEFI, 1997 ; BUCREP, 2010). La forte croissance urbaine est entretenue par un exode rural effréné et un fort taux d'accroissement naturel.

A ces facteurs, s'ajoute la crise économique qu'a traversé le pays du milieu des années 1980 à 2005. Elle a vu cesser les subventions agricoles et renforcer les flux migratoires vers les grandes villes dont fait partie Yaoundé. Pour ces populations qui arrivent en ville, il faut s'intégrer et, le signe le plus perceptible d'intégration en ville, c'est la possession d'un toit. La population Camerounaise est jeune, 55% de la population ont moins de 35 ans et sont en âge de scolarisation. Ce qui, exige des infrastructures d'accueil en logement pour la franche de population jeune qui franchit les portes des universités.

La conséquence de cette urbanisation à outrance des villes camerounaises, s'observe à travers la prolifération des taudis insalubres dans les centres urbains ainsi que dans les périphéries urbaines. L'Etat n'a pu anticiper à ces arrivées massives des populations en construction des logements sociaux à prix modéré, afin de pallier à une éventuelle crise du logement. L'enquête Camerounaise sur les Ménages (Ecam 3, 2007), estimait le taux de bidonvilles au Cameroun à 48 %, et que ce chiffre ira grandissant au regard de la croissance urbaine exponentielle. Le taux de bidonville de Yaoundé est de 29%. Selon le Plan d'Occupation des Sols de Yaoundé (POS, 2020), l'assainissement n'est pas assuré dans cette ville où, 60% des ménages ne disposent pas d'un bac à ordures, et 32% des ménages n'ont pas de fosse septique dans leurs habitations.

Selon le (POS, 2020) de la ville de Yaoundé, le déficit de logements dans cette ville est criard. La demande de logement additionnel entre 2018 et 2035 est de 72 251 logements. Au total, pour cette ville, il convient de prévoir un parc de logements additionnel de 121 836 logements sur la période 2018-2035.

La situation n'est guère différente dans les zones de résidence universitaire (ZRU) où, les infrastructures d'accueil sont de plus en plus insuffisantes, eu

égard, à l'effectif sans cesse croissant des étudiants soit plus de 60.000 nouveaux bacheliers qui frappent aux portes des universités camerounaises chaque année. De plus, avoir un logement à un coût abordable n'est pas aisé. En ce qui concerne l'offre publique de logement étudiant, le constat qu'on fait est que, toutes les universités d'Etat n'ont pas de cités universitaires, c'est le cas par exemple des universités de Yaoundé 2(Soa). On constate également la vétusté des logements, l'étroitesse des chambres universitaires, l'insécurité liée à la perméabilité des zones de résidences universitaires.

A la cité universitaire de l'université de Yaoundé I, les chambres sont de plus en plus vides tel, le bâtiment E resté fermé depuis des années pour besoin de travaux de réaménagement. Le coût du logement y est de 48000f/ an pour les chambres collectives et 60000f /an pour les chambres individuelles. L'offre de logement y est faible comparativement à la demande depuis plusieurs années, du fait de l'effectif de plus en plus pléthorique des étudiants qui frappent aux portes de cette université. L'accès à un logement y est valable aussi bien pour les étudiants des institutions privées d'enseignement supérieur (à l'exemple de l'Institut Siantou supérieur et bien d'autres) que celles d'institutions publiques (les étudiants de l'université de Yaoundé I, de l'université de Yaoundé II (Soa), de polytechnique, etc.), y ont aussi droit.

Au cours de l'année académique 2015- 2016, les statistiques ont montré qu'il ya eu près de 2500 demandes de logement à la cité universitaire et seulement 1362 admissions, ceci, en raison du nombre de lits disponibles, plusieurs étant détériorés donc, hors d'usage. De plus, suite à la plainte de certains étudiants du fait de l'étroitesse des chambres, les chambres collectives (chambres de deux lits) ont été transformées en chambres individuelles. Ce qui, a créé un déficit de 300 lits et, de ce fait, réduit l'offre et accentué la crise. Notons aussi que la pénurie est accentuée parce que, les résidents n'entretiennent pas les infrastructures disponibles.

Il y a par exemple l'usage des plaques chauffantes par ces derniers, qui pourtant est interdite par la tutelle, car détériorant les installations électriques. Les infrastructures sont parfois attaquées par quelques étudiants récalcitrants. Pour faire face à de tels agissements des unités de surveillance ont été mises en place notamment, la « police campus » qui multiplie les contrôles au sein du campus. A cet effet, dès la fin de l'année académique les étudiants sont tenus de libérer les chambres par mesure de sécurité. Le déficit de logement à la cité universitaire a aussi favorisé la mise en place des politiques en ce qui concerne l'accès au logement.

Pour permettre à toutes les couches d'étudiants d'accéder à une chambre au sein du campus, des critères d'éligibilité, ont été établis. On tiendra par exemple

compte de la moyenne obtenue au baccalauréat, de la région d'origine (selon le quota de représentativité), de la validité et de l'invalidité (les personnes handicapées occupent le rez-de-chaussée des immeubles). Ceci en vue de faciliter l'accessibilité de ces derniers à leurs chambres. On tient également compte de la demande des étudiants étrangers. L'occupation d'une chambre ne se fait que pour une période d'un an renouvelable une fois.

Du côté de l'offre privée de logement estudiantin, on remarque depuis ces dernières années la flambée des prix par les bailleurs. Ces derniers abusent les demandeurs de logement du fait, du déficit criard d'offre de logements. Selon les responsables de la division des logements estudiantins de l'université de Yaoundé I, les bailleurs très souvent ne respectent pas les prix homologués par la concertation élargie tenue le 24 avril 2009 au sujet des loyers dans les zones de résidence universitaire. Cette concertation réunissait, le Ministère de l'Enseignement Supérieur, le Ministère du Commerce, les Bailleurs, les Représentants des associations des étudiants et des responsables de la Brigade Spéciale du logement étudiant. Il y était question de mettre en place des résolutions pour un logement à coût abordable en zone de résidence universitaire.

Il a été à cet effet mises en place de nombreuses résolutions. La neuvième résolution mentionne que : *« l'application des prix homologués est obligatoire »*. Mais, la réalité sur le terrain est différente. Les bailleurs ne font pas fi de cette loi et fixent les prix à leur guise, abusent les étudiants, surtout les nouveaux venus. Un autre fait à l'origine du désarroi des étudiants face au problème de logement est, leur manque d'informations sur la réglementation en ce qui concerne le logement étudiant. Ils sont de ce fait, victimes d'abus et se font parfois arnaquer.

En outre, l'arrêté n°0006/ MINDUH/MINCOMMERCE/MINDAF/MINESUP du 30 juin 2005 portant règlementation des loyers des logements d'étudiants des universités d'Etat du Cameroun mentionne, au chapitre III des modalités de paiement des loyers, à l'article 9 que, les loyers doivent être payés au début de chaque mois. Mais, dans la majorité des cités universitaires privés, il est exigé un versement annuel doublé d'une caution de deux mois au moins. Ce qui fait que, le loyer absorbe une part importante de la dépense annuelle. Les revenus destinés aux autres charges telles que l'électricité, le transport, l'eau sont alors minables. De ce fait, l'étudiant vivant dans la précarité peut se livrer à des pratiques peu orthodoxes (prostitution, vol) incompatibles à un bon suivi des études. Ce sont les autres résidents non étudiants qui jouissent parfois d'un meilleur confort de vie et qui d'ailleurs, sont responsable de la crise du logement.

1.2. Présence d'une couche de population non estudiantine et exacerbation de la crise de logement à Bonamoussadi.

Bonamoussadi est une zone de résidence universitaire appartenant à l'université de Yaoundé I, qui compte aujourd'hui plus 5400 résidents étudiants (source : division du logement étudiant de l'université de Yaoundé I). La réalité ici est quasiment la même que celle de l'ensemble de la zone de résidence universitaire de Ngoa-Ekellé. C'est l'un des quartiers les plus cosmopolites de la cité capitale.

On y recense 226 cités universitaires avec plus de cinq mille âmes occupant le quartier, soit un taux de 22,12%. Ces dernières sont majoritairement construites de façon anarchique. La dégradation environnementale est perceptible dans le quartier à travers, la présence des flaques d'eaux dans les rues du quartier, la mauvaise gestion des ordures. L'insalubrité y est donc assez manifeste. La forte promiscuité est à l'origine des contacts inhabituels avec des effets parfois défavorables mettant à mal la tranquillité des résidents avec des conditions de logement inadéquates.

Dans cette zone vit aussi une population non estudiantine (fonctionnaires et débrouillards de tout bord). Cette situation aggrave la crise d'accès au logement avec pour corollaire, le développement de l'insécurité (vol, viol, vandalisme, etc.), et des nuisances de tout type (tapages aux heures indues), des problèmes d'évacuation des eaux usées, d'aération, de prolifération d'insectes vecteurs de maladies.

Notons que, la présence de cette population non estudiantine renforce aussi la promiscuité. De ce fait, le risque d'incendie est aussi fort élevé. En effet, l'entassement de l'habitat fait en sorte que, si le feu part d'une habitation, il y a risque de propagation surtout que la majorité des résidents utilisent les bouteilles à gaz. On Sait pourtant que l'environnement de vie est un facteur important de réussite académique, d'équilibre psychique. Cette promiscuité grandissante en ZRU expose les résidents aux risques potentiels de conflits liés à l'espace d'évolution des personnes qui, dans ce contexte s'est réduit.

2. Les effets de la crise du logement sur les conditions de vie à Yaoundé I.

2.1. Déficit de logements, insalubrité grandissante et mal-être dans les cités universitaires à Bonamoussadi.

La crise du logement à Bonamoussadi, est responsable de l'anarchie dans les constructions. Certaines mini-cités sont construites en zones marécageuses. Et, de ce fait, les résidents sont victimes d'inondation en saison pluvieuse, avec pour conséquence, la destruction des effets personnels et la perturbation des études.

La gestion du milieu reste aussi difficile. Dans tout le quartier, les dépotoirs d'ordures ne sont pas rares, parfois à proximité des murs d'habitation.

Les résultats de l'enquête de terrain montrent que, sur la proportion de ceux qui disent avoir eu des difficultés à trouver un logement 68.66% utilisent un seul mode d'évacuation des déchets ménagers et 31.34% utilisent 2 à 3 modes d'évacuation des ordures. Sur la proportion qui déclare n'avoir pas eu des difficultés à trouver un logement 82.21% utilisent un seul mode d'évacuation des ordures et 13.79% utilisent deux à trois modes d'évacuation des ordures. De ce fait, on pourrait ainsi dire la majorité des résidents utilise un seul mode d'évacuation des déchets ménagers.

2.2. Présence des couches non estudiantines et insécurité en ZRU de Bonamoussadi

Le quartier Bonamoussadi est peuplé des étudiants et des non étudiants. Ce qui, lui confère un caractère cosmopolite. Le foisonnement de personnes aux objectifs divergents, impacte sur les conditions de vie des résidents. En effet, selon les résultats de l'enquête de terrain, 83.33% des résidents de ce quartier pensent que, la présence des couches non estudiantines ne facilite pas l'accès à un logement décent et affirment aussi que, la sécurité n'est pas garantie dans le quartier. Sur la proportion des enquêtés qui disent que le caractère cosmopolite du quartier Bonamoussadi ne rend pas difficile l'accès à un logement, 88.89% affirment que la sécurité n'est pas garantie à Bonamoussadi et seuls 11 .11% affirment le contraire. On en déduit donc qu'il y a un lien entre le caractère cosmopolite du quartier et la garantie de sécurité puisque la majorité des enquêtés (84.44%) affirment que la sécurité n'est pas assurée dans le quartier.

La présence d'une population non estudiantine à Bonamoussadi, explique aussi l'insalubrité grandissante dans le quartier. Cette dernière est fortement liée à l'action anthropique. Le foisonnement des cultures, des personnes aux objectifs différents rend difficile la gestion de l'environnement. La mauvaise gestion du milieu s'explique aussi du fait de la négligence donc font preuve les résidents vis-à-vis de leur cadre de vie.

Le manque d'organisation dans les cités est aussi déploré par la majorité des résidents. Ils sont alors exposés aux risques de maladies infectieuses, et de pollutions diverses. La qualité du logement de même que son emplacement, influent sur les comportements humains, et les relations interpersonnelles. Le quartier Bonamousadi est aussi réputé pour les activités illicites et contraires aux bonnes mœurs qui s'y développent. En effet, il y existe une rue appelée « carrefour condom » où, se développe la prostitution. Cette activité constitue aussi un risque de déviance pour ceux qui y résident en tant qu'étudiants. Surtout, pour certaines jeunes étudiantes habitant le quartier. Elles peuvent être

influencées, ce qui participe au décrochage scolaire, au risque de contracter des infections sexuellement transmissibles et d'autres pathologies plus graves.

Conclusion

Notre étude a pour thème : *« crise du logement et conditions de vie en zone de résidence universitaire »*. Elle est partie, de l'observation faite dans notre société actuelle où, trouver un logement est devenu difficile. Ceci en raison, de la forte croissance démographique insuffisamment maitrisée, à l'origine de la rareté et la cherté du logement dans nos grandes villes et dans les zones de résidences universitaires à l'instar de Bonamoussadi, une zone de résidence universitaire de l'université de Yaoundé I. Nous avons mené notre recherche dans cette zone parce que les résultats d'une étude menée dans cette zone est fort transposable à d'autres lieux.

Notre objectif était de toucher du doigt la réalité existentielle de cette frange de la population estudiantine de notre pays. Le constat est fait que dans les zones de résidences universitaires, le logement est difficile à trouver. Il se pose alors un sérieux problème d'accès à un logement décent pour les étudiants. Deux facteurs majeurs expliquent cette crise, l'augmentation constante du nombre d'étudiants qui frappent aux portes de l'université de Yaoundé I et la faible offre de logement publics et privés, et la présence des couches de populations non estudiantines en zone de résidence universitaire.

Nous avons fait ressortir les causes de cette crise et ses effets sur le cadre de vie et le psychisme des résidents en raison de l'insécurité, l'insalubrité et la promiscuité qui y est grandissante. Nous nous sommes posé une question centrale de recherche : La crise du logement en zone de résidence universitaire a-t-elle une incidence sur les conditions de vie des résidents ? Cette question nous a conduits à une affirmation provisoire : La crise du logement en zone de résidence universitaire a une incidence sur les conditions de vie des résidents. L'opérationnalisation de cette hypothèse nous a conduits à dégager les hypothèses de recherche suivantes :

Le déphasage entre l'offre et la demande de logement en zone de résidence universitaire a une incidence sur les conditions de vie des résidents.

La présence d'une couche non estudiantine en zone de résidence universitaire a une incidence sur les conditions de vie des résidents.

Descendu sur le terrain avec un questionnaire adressé aux résidents de la zone de résidence universitaire de Ngoa-Ekellé et de manière étendue à Bonamoussadi, nous avons administré le questionnaire qui nous a permis de collecter les données. Les données ainsi collectées ont été analysées par Stata, Excel et CSPRO pour la saisie des données. Au cours de l'analyse inférentielle,

nous avons réalisé que nos deux hypothèses ont été confirmées. Ceci nous a permis de parvenir à la confirmation de notre hypothèse générale que : La crise du logement enzone de résidence universitaire a une incidence sur les conditions de vie des résidents.

Au bout de ce travail, Nous avons pu voir et comprendre que, la précarité dans laquelle vivait cette population est causée par divers facteurs à savoir, les facteurs environnementaux, les facteurs socio-économiques, les facteurs sociodémographiques et anthropiques. Ces facteurs sont à divers échelles responsables de la dégradation des conditions de vie des résidents au regard de l'inconfort dans le logement, de l'insalubrité grandissante, de l'insécurité, de la difficulté à gérer les ordures ménagères.

Ce constat nous conduit aussi à évoquer le concept de Gouvernance Urbaine, qui se hisse au premier plan de l'agenda Camerounais et même international. Les municipalités sont aujourd'hui partout reconnues comme les clés de voûte du développement local. Une action concertée de la municipalité et des étudiants résidents permettra de résoudre le problème d'insalubrité qui se pose avec acuité dans ce quartier. De même, les actions ciblées de l'Etat sont nécessaires pour garantir l'accessibilité des logements aux couches les plus vulnérables.

Bibliographie.

1. Ouvrages généraux.

Fame Ndongo (2010), *les* universités *à l'épreuve* des effectifs, 23 septembre 2010, in Sopecam-provided by creolink communications.

Tchawa Paul (2014), Mise *en œuvre du cadre d'Analyse de la Gouvernance foncière au Cameroun.* Yaoundé, février 2014.

Mémoires

Engama (2012), Pauvreté *et consommation en milieu estudiantin : une analyse des logiques de consommation des étudiants de l'université de Yaoundé* I, mémoire de master, Département de Sociologie, Université de Yaoundé I.

Essouman (2015), Dynamique *de l'urbanisation et enjeux des opérations de rénovation dans la commune d'arrondissement de Yaoundé II,* mémoire de master, Département de Géographie, Université de Yaoundé I.

Ngo Bilong Ruth (2015), *Le phénomène d'insalubrité dans les mini-cités de Ngoa-Ekellé, mémoire* de master, Département de Sociologie, Université de Yaoundé I.

1. Sources numériques.

Cameroon –n.Net : Cameroun – se *loger à Bonamoussadi à l'Université de Yaoundé I* ; consulté le 21 aout 2016.

HTTP://WWW.UY1.CMCONDITIONS DE VIE AU CAMEROUN, CONSULTE LE 02 OCTOBRE 2016.
Hppt://www.google.com:/logement étudiant, consulté le 13 septembre 2014 à 16h30.

2. Documents

Article N°0006 /MINDUH/MINCOMMERCE/ MINDAF/ MINESUP du 30 JUIN 2005 portant réglementation des loyers des logements d'étudiants des universités du Cameroun vu la décision n° 05/0293/MINSUP/CAB/SG/IGS du 06 juin 2005 portant création et organisation de la commission mixte de concertation pouvoirs publics /propriétaires des logements dans les zones de résidence universitaire.
Concertation élargie **MINSUP/MINCOMMERCE/UYI/ ANTENNE LOCALE**/ Représentants des assciations des étudiants de l'université de Yaondé I et ceux des bailleurs au sujet des loyers dans les zones de résidence universitaire du 06 avril 2009.
Rapport justificatif (version définitive). Plans d'occupation des sols (pos) des communes de Yaoundé.
Rapport du programme et objectifs des Nations Unies au Cameroun-2018.
Rapport consolidé du diagnostic de phase1 (l'élaboration **d'une stratégie d'amélioration des bidonvilles au Cameroun** phase 2 et 3).